

"MARTYROLOGE"

Dresser le bilan de la répression contre l'Eglise pour la période contemporaine est une tâche malaisée. Elle n'en était pas moins nécessaire à la veille de la Conférence de Puebla, à l'heure où l'Eglise catholique d'Amérique latine tiendrait ses assises.

D'emblée il importe de préciser que ce travail n'est pas exhaustif. Il représente le minimum dans l'état de la question. Il n'existe pas en effet, à notre connaissance, de listes tenues systématiquement à jour dans chaque pays sur les victimes de la répression politique dans les milieux d'Eglise. Les données ici rassemblées l'ont été à partir de la seule documentation disponible à D.i.a.l. C'est dire que si l'investigation a été systématique et si les résultats en sont contrôlables, il ne s'agit cependant que d'une recherche partielle. C'est une base de travail qui rend possible une vérification critique et qui appelle les compléments indispensables.

LA NON PUBLICATION DES LISTES

Le projet initial comportait la publication intégrale -par pays, par année et par type de répression- des quelque 1.500 noms recensés.

Il est malheureusement impossible, dans la situation politique actuelle en Amérique latine, de lancer dans le public ces listes détaillées. Le lecteur comprendra que, pour des raisons évidentes de sécurité, nous ne puissions satisfaire sa légitime curiosité ni lui permettre d'exercer son sens critique.

Par contre, nous publions intégralement la liste des prêtres et chrétiens assassinés ou tués pour fait de guerre interne. C'est là en quelque sorte, la première version d'un "martyrologe" latino-américain.

LA PERIODE CONSIDEREE

Grosso modo, elle va de 1968 à 1978 c'est-à-dire de l'année de Medellin à celle de Puebla. En fait, l'année de départ varie selon les pays; elle peut remonter jusqu'à 1964, comme dans le cas du Brésil, car c'est la date charnière du coup d'Etat militaire.

Le pointage des cas de répression montre qu'en fait, la grande période répressive commence en 1969-70 et se poursuit avec intensité jusqu'en 1975-76. La Conférence de Medellin ayant eu lieu en 1968, la coïncidence n'est pas fortuite. Il convient de rappeler que le rapport Rockefeller sur l'Amérique latine (Cf DIAL D 479) date de 1969; il parlait de l'Eglise comme "une force appliquée au changement, y compris révolutionnaire si nécessaire". Et c'est en 1972 qu'était publié le rapport de RAND CORPORATION à destination du Département d'Etat des Etats-Unis. Sous le titre Développement institutionnel latino-américain : la variable Eglise catholique, il est longuement question du rôle de l'Eglise en Amérique latine dans "la critique du capitalisme comme système économique, et l'opposition à la démocratie libérale comme système politique"; les auteurs du rapports soulignent également la diminution du soutien des milieux catholiques à la cause de la révolution violente.

L'étude statistique de la répression contre l'Eglise laisse entendre que la phase actuelle est en voie d'achèvement. Cela ne préjuge en rien de l'avenir mais cela permet de cerner le phénomène dans le temps avec suffisamment de précision pour en tirer des conclusions valables.

LES VICTIMES DE LA REPRESSION

Parler de l'Eglise victime de la répression recouvre un certain nombre d'ambiguïtés. Il convient d'abord de distinguer l'institution et les personnes en rappelant toutefois qu'un gouvernement peut s'en prendre à l'une comme aux autres au même titre : celui de l'opposition politique ou d'une opposition considérée comme telle par les autorités de l'Etat.

En second lieu, il est certes facile d'identifier un évêque, un prêtre ou une religieuse : ils sont à proprement parler des "gens d'Eglise" reconnus comme tels par les services de la police ou par la justice. Il est par contre beaucoup plus difficile d'identifier le laïc. Dans les statistiques ci-dessous, on entend par "laïc" tout militant chrétien notoirement connu (membre de mouvement apostolique, catéchiste, ministre de la Parole dans les assemblées liturgiques sans prêtre) ou qui est responsable de mouvement d'Eglise ou à la tête de revues chrétiennes. Certains religieux non prêtres ou séminaristes sont inclus dans la catégorie des laïcs; dans d'autres cas (assassinats en Argentine) les séminaristes sont comptés avec les prêtres.

Si les listes de personnes victimes de la répression sont relativement complètes pour ce qui concerne les évêques et les prêtres (en raison de leur "notabilité"), les statistiques sur les laïcs sont très certainement loin en-dessous de la réalité. Cela tient au fait des difficultés d'identification du laïc, comme il vient d'être dit; mais cela vient le plus souvent du manque d'informations et de communications dans les milieux ruraux d'Amérique latine. Alors que les laïcs "de la base" sont les plus touchés dans des pays comme El Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua, il est en fait impossible de savoir qui a été tué ou assassiné lors des massacres de paysans.

Autre précision : dans la quasi totalité des cas de répression, il s'agit de catholiques. Mais la répression n'a pas ménagé certains milieux protestants, en particulier en Uruguay et au Chili. Les pasteurs visés ont été inclus, avec mention de leur appartenance confessionnelle chaque fois que possible, dans la catégorie des prêtres.

LES STATISTIQUES

Les statistiques sont incomplètes et difficiles, on vient de le voir. Il faut ajouter qu'elles sont parfois à répétition. En effet, tel prêtre arrêté peut aussi avoir été torturé ou expulsé. Par contre, tel expulsé peut n'avoir fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt. Tel autre, assassiné, peut déjà avoir été arrêté auparavant ou dans les années précédentes; il peut au contraire n'avoir jamais été appréhendé par la police.

Les totaux n'ont donc pas de valeur absolue, mais seulement indicative. De toutes manières ils sont en général en-dessous de la réalité. Les totaux par catégorie de répression sont parfois moins grands que la somme des personnes touchées. Cela tient au fait que, sur plusieurs années, la même personne peut tomber à diverses reprises sous le coup de la même mesure.

Dans le cas de l'exil ou de l'expulsion, il arrive que ne soient pas comptées les personnes qui se sont vues dans l'obligation de quitter temporairement ou

définitivement le pays (cas de l'Argentine). Au contraire, la plupart des noms indiqués dans cette catégorie peuvent être majoritairement ceux de personnes ayant volontairement quitté le pays (cas du Chili). Il y a enfin les expulsions de prêtres qui ne sont pas le résultat d'une mesure administrative du gouvernement concerné, mais la conséquence d'une décision de l'autorité ecclésiastique du pays (cas du Vénézuéla).

Les types de répressions sont rangés selon la classification suivante :

MLNACES Elles visent des personnes déterminées (évêques, prêtres, religieuses
DIFFAMATIONS et laïcs) ou des groupes et organisations d'Eglise (revues de mouvements, congrégation ou ordre religieux, groupes pastoraux ou institutions telles que collèges, paroisses, etc.)

N'ont été retenus dans cette catégorie que les cas notoires et publics ainsi que certaines grandes campagnes de diffamation par voie de presse ou distribution de tracts.

INTERPELLATION Cette catégorie recouvre des situations très diversifiées, qui n'ont
ARRESTATION évidemment pas la même valeur juridique et ne représentent pas la
EMPRISONNEMENT même expérience psychologique et physique : il n'y a pas de commune mesure entre une interpellation policière et une peine de cinq ans de réclusion pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

On a cependant estimé que la valeur symbolique de l'interpellation policière d'un évêque ou la vérification d'identité d'un prêtre connu comme tel était aussi importante, dans le contexte politique d'Amérique latine, qu'une sentence judiciaire de condamnation d'un ecclésiastique par un tribunal militaire.

TORTURE Ce type de répression n'est malheureusement sujet à aucune difficulté d'interprétation. Les chiffres montrent que, dans le cas de l'Eglise, elle n'est pas une pratique systématique. Elle n'est cependant pas l'exception.

ASSASSINATS Il s'agit des cas d'assassinats par les services de sécurité d'un gouvernement donné ou par les polices parallèles du type "Escadron de la mort" ou "Alliance anticomuniste".

Les chiffres concernant les laïcs chrétiens sont ici très en-dessous de la réalité. A noter que pour les prêtres, on a inclus les noms de ceux qui ont été tués à la guérilla, "au maquis". Ils sont particulièrement nombreux en Colombie.

ENLEVEMENT C'est surtout depuis les événements d'Argentine de 1976 que cette catégorie de répression a pris de l'importance, même si elle était pratiquée sur une grande échelle depuis des années dans des pays comme le Guatemala. N'ont été retenus ici que les cas notoirement connus.

EXIL Cette mesure répressive touche surtout des prêtres et des religieuses :
EXPULSION les cas d'expulsion d'étrangers sont les plus fréquents, du fait que le personnel ecclésiastique est en majorité d'origine étrangère.

LA DEFENSE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE ET CHRETIENNE

Dernier point à souligner dans cette introduction au problème de la répression contre l'Eglise en Amérique latine : le contexte politico-religieux.

Il faut en effet ne pas oublier que c'est au nom de la défense de la civilisation occidentale et chrétienne que les gouvernements des pays latino-américains répriment les milieux d'Eglise qui, d'une manière ou d'une autre, s'opposent à

leur politique. C'est au nom du catholicisme que la plupart des Etats du continent (mis à part l'Uruguay ou le Mexique) luttent contre la "subversion catholique" et contre "l'infiltration marxiste dans l'Eglise".

Les origines de ce maurassisme à la latino-américaine sont à rechercher dans la "doctrine de sécurité nationale" (cf. DIAL, D298; 302, 341, 420 et 489), élaborée par les militaires.

Il apparaît clairement que la répression politique contre l'Eglise n'est pas fortuite ou accidentelle. Elle est systématique, même si elle n'est pas généralisée. Rien pour l'instant, ne permet d'affirmer qu'il s'agit d'une persécution au sens où l'Eglise serait visée pour elle-même, dans son essence religieuse. Mais il est certain que l'Eglise est visée comme institution dans la mesure où, pour des raisons diverses, elle fait directement ou indirectement le jeu de l'opposition politique. La riposte gouvernementale est, on le sait, organisée et planifiée; elle fait l'objet de mesures coordonnées dont l'exemple de Bolivie est le plus frappant parce que le mieux connu (cf. DIAL D226).

Les listes et les chiffres suivants en sont l'illustration statistique.

LISTE DES EVEQUES, PRETRES, RELIGIEUSES ET LAICS ASSASSINES

(CODE : 1, évêque; 2, prêtre ou pasteur; 3, religieuse; 4, laïque; 5, laïc)				
<u>ARGENTINE</u>	1974	C. Mugica (2)		
	1975	C. Dorfiak (2)		
	1976	P. Soares (2)		
		J. Tedeschi (2)		
		Kelly (2)		
		Dufay (2)		
		Leacen (2)		
		Barletti (2)		
		Barbeito (2)		
		G. Longueville (2)		
		C. Murias (2)		
		Angelelli (1)		
<u>BOLIVIE</u>	1977	E. Kassemann (5)		
		R. Walsh (5)		
<u>BOLIVIE</u>	1970	N. Paz Zamora (5)	tué à la	guérilla
	1971	M. Lefebvre (2)		
	1977	R. Hermann (2)		
<u>BRESIL</u>	1969	A. Henrique Neto (2)		
	1976	R. Lunkenbein (2)		
		J. B. Burnier (2)		
<u>CHILI</u>	1973	J. Alsina (2)		
		M. Woodward (2)		
		G. Poblete (2)		
		E. Reyes V. (4)		
<u>COLOMBIE</u>	1966	C. Torres (2)	tués	
	1974	M. Pérez (2)	à	
		D. Lain (2)	la	
	1976	A. Rueda (2)	guérilla	
<u>EL SALVADOR</u>	1977	R. Grande (2)		
		M. Solorzano (5)		
		N. R. Lemus (5)		
		A. Navarro (2)		
		L. Torres (5)		
		M. Barahona (5)	torturé	
		F. Chacon (5)		
		S. Vasquez (5)		
		F. Puerta (4)		
		F. Delgado (4)	torturée	
<u>EL SALVADOR</u>	1978	O. Guardado (5)		
		M. Guardado (5)		
		T. Vasquez (5)		
		E. Barrera (2)	torturé	
<u>EQUATEUR</u>	1974	L. Condo (5)		
<u>GUATEMALA</u>	1978	H. Lopez (2)		
<u>HONDURAS</u>	1975	I. Betancourt (2)	torturé	
		C. Cypher (2)		

<u>HONDURAS</u>	1975	M. E. Bolivar (4) R. Garcia (4) O. Ortiz (5) B. Rivera (5) J. B. Montoya (5) L. Coleman (5) R. Andrade (5) A. Figuero (5) F. Cruz (5) A. Gomez (5) M. Aguilera (5) F. Colindres (5)
<u>MEXIQUE</u>	1977	R. Aguilar (2) R. Escamilla (2)

<u>NICARAGUA</u>	1977	R. Videa (5) G. Garcia (2) tué à la guérilla
<u>PANAMA</u>	1971	H. Gallego (2) enlevé
<u>PARAGUAY</u>	1976	M. Arzamendi (5) torturé
<u>REPUBLIQUE DOMINICAINE</u>	1977	F. Muñoz (4)
<u>URUGUAY</u>	1969	I. Rosa (2) tué à la guérilla J. Sposito (5) H. Jurado (2 méthodiste) torturé

LA REPRESSION CONTRE L'EGLISE : BILAN QUANTITATIF PAR PAYS

	Menaces Diffamation	Interpellation Arrestation Emprisonnement	Torture	Assassinat	Enlèvement	Expulsion Exil (*)
ARGENTINE	19	93	11	14	9	2
BOLIVIE	16	38	2	3	-	19
BRESIL	88	347	29	3	-	27
CHILI	10	76	1	4	-	117
COLOMBIE	13	22	-	4	-	25
EL SALVADOR	30	13	9	14	8	21
EQUATEUR	9	66	-	1	1	2
GUATEMALA	5	1	-	-	-	3
HAITI	-	-	-	-	-	11
HONDURAS	8	29	3	14	-	6
MEXIQUE	12	21	3	2	-	1
NICARAGUA	14	12	-	2	-	7
PANAMA	3	-	-	1	1	-
PARAGUAY	29	33	7	1	-	14
PEROU	3	5	-	-	-	3
REPUBLIQUE DOMINICAINE	10	2	-	1	-	-
URUGUAY	18	29	6	3	1	7
VENEZUELA	1	1	-	-	-	13 (**)

* Ne sont pas comptabilisés ici les prêtres et religieuses contraints de quitter le pays par mesure de sécurité. ** Dont 7 sur décision de la hiérarchie ecclésiastique locale.

PERIODES DE REPRESSION INTENSIVE CONTRE L'EGLISE

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ARGENTINE							ooooo	ooooo							
BOLIVIE							ooooo	ooooo			ooooo	ooooo	ooooo		
BRESIL	ooo			ooooo	ooooo	ooooo	ooooo	ooooo			ooooo	ooooo	ooooo	ooooo	ooooo
CHILI										ooooo	ooooo	ooooo	ooooo	ooooo	ooooo
COLOMBIE			ooo								ooooo	ooooo	ooooo		
EL SALVADOR						ooooo			ooo		ooooo	ooooo			
EQUATEUR								ooooo					ooooo	ooooo	
GUATEMALA						ooo		ooo			ooo	ooo			ooo
HAITI						ooo									
HONDURAS									ooo						
MEXIQUE								ooooo				ooo	ooooo		
NICARAGUA							ooooo					ooooo	ooooo	ooooo	
PANAMA								ooo							
PARAGUAY							ooooo	ooooo							
PEROU							ooooo	ooooo				ooooo	ooooo		
REPUBLIQUE DOMINICAINE							ooooo	ooooo						ooooo	
URUGUAY							ooooo	ooooo							
VENEZUELA							ooooo	ooooo			ooooo	ooooo			

LA REPRESSION CONTRE L'EGLISE DE 1964 A 1978

	Menaces Diffamation	Interpellation Arrestation Emprisonnement	Torture	Assassinat	Enlèvement	Exil Expulsion
TOTAL GENERAL	288	788	71	69	21	279
Evêques	53	21	-	1	1*	1
Prêtres	117	485	46	36**	5	245***
Religieuses	2	27	7	-	2	26
Laïcs	9	255	18	31	13	7
Groupes/organismes	64	-	-	-	-	-

* Enlèvement du Cardinal Casariego (Guatemala), connu pour ses opinions ultra-conservatrices. Cet événement est resté sans explications.

** Dont 6 tués à la guérilla.

*** Une centaine de prêtres du Chili ont été contraints de quitter le pays; 7 prêtres du Venezuela ont été interdits de rentrer sur décision de la hiérarchie locale.